



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2016-DLP/BUPE-02 du 05 JAN. 2016

mettant en demeure la société SAARSTAHL AG, de respecter pour son installation de stockage et de traitement de déchets d'aciéries sise à SCHOENECK et STIRING-WENDEL, lieu-dit « Vieux Crassier », les dispositions des articles 1.2.2 et 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010.

LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, livres I et V notamment ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCTAJ n° 2016-A-01 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 autorisant la société SAARSTAHL à exploiter sur le territoire de la commune de SCHOENECK une installation de stockage et de traitement de déchets d'aciéries ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-332 du 9 septembre 2011 complétant l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 autorisant la société SAARSTAHL à exploiter sur le territoire de la commune de SCHOENECK une installation de stockage et de traitement de déchets d'aciéries ;

VU la visite d'inspection effectuée le 18 novembre 2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2015 la société SAARSTAHL a remis un plan topographique établi en septembre 2015 qui montre que la hauteur finale du crassier sur sa partie Nord-Est est de 269 mètres NGF ;

CONSIDERANT que l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 impose que la hauteur finale du crassier ne doit pas excéder 262 mètres NGF ;

CONSIDERANT, de ce fait, que la société SAARSTAHL ne respecte pas les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 ;

CONSIDERANT que, lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2015, il a été constaté que le site de la société SAARSTAHL n'est pas clôturé sur toute sa périphérie et que son accès n'est pas interdit à toute personne étrangère à son exploitation ;

CONSIDERANT que l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 impose que l'établissement soit clôturé sur toute sa périphérie et son accès interdit à toute personne étrangère à son exploitation ;

CONSIDERANT que la société SAARSTAHL ne respecte pas, de ce fait, les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 ;

CONSIDERANT que ces non-respects sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment la sécurité, la commodité des voisinages et la protection du paysage ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément aux dispositions des articles L.171-8 et L.512-19 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société SAARSTAHL de se conformer aux dispositions qui lui sont applicables ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

A R R E T E

Article 1

La société SAARSTAHL AG, société par actions de droit allemand, dont le siège social est situé 57-59 Bismarckstrasse à VÖLKLINGEN (Allemagne), est mise en demeure de respecter, pour son installation de stockage et de traitement de déchets d'aciéries sise à SCHOENECK et STIRING-WENDEL, lieu-dit « Vieux Crassier », les dispositions suivantes de son arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 à compter de la date de signature du présent arrêté :

- ⇒ article 1.2.2 dans un délai de six mois ;
- ⇒ article 4.1.1 dans un délai d'un mois.

Article 2 :

Faute par l'exploitant ou son représentant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 :

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires de SCHOENECK et STIRING-WENDEL où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized capital 'A' followed by a horizontal stroke and a diagonal line extending downwards and to the right.

Alain CARTON
